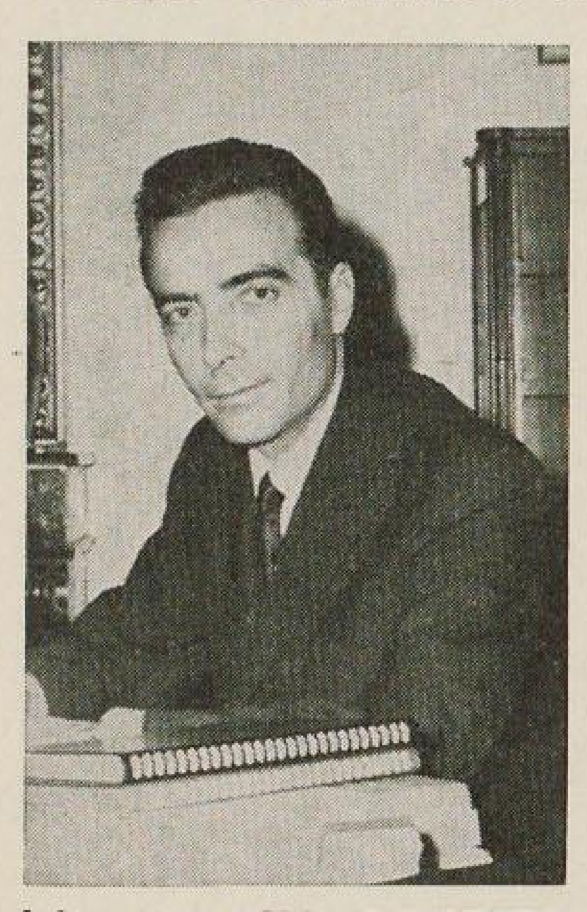
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Elections Législatives des 5 et 12 Mars 1967

Département de Vaucluse - Deuxième Circonscription

UNION CENTRE GAUCHE

NEUF ANNEES DE POUVOIR SANS PARTAGE N'ONT PAS RESOLU LES GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX



Maurice CHARRETIER
Maire de Carpentras

— nous manquons d'écoles, d'enseignants, d'hôpitaux, de laboratoires, de routes...

— l'agriculture, surtout la nôtre, est menacée comme elle ne l'a jamais été, par des choix politiques injustifiés

— l'industrie — surtout la nôtre — est moribonde et n'assure plus l'emploi

— le commerce et l'artisanat — surtout les nôtres — sont atteints dans leur existence même

— l'avenir des jeunes est incertain

— les personnes âgées son sacrifiées

Cette crise, grave aujourd'hui, insurmontable demain, si cette politique devait être poursuivie, est reconnue par le Pouvoir, qui cherche ses excuses dans le passé. Comparer la situation actuelle et cœlle de la IVme République — que nous n'avons pas à défendre parce que nous n'y avons pris aucune responsabilité — est une tromperie. Ces excuses appartiennent, d'ailleurs, aux rêveurs.

Le choix n'est plus entre le présent et le passé mais entre le présent et l'avenir.

LE CHOIX N'EST PLUS

— **ENTRE LA MAJORITE SORTANTE,** servile, inconditionnelle, déjà divisée, qui se disloquera, dès demain, sous la pression des groupes et des hommes opposés entre eux sur les solutions dont dépend le sort de chacun et préoccupés par la succession, qui, au moment où la France est la plus jeune de son histoire a réduit les ambitions et les chances du pays à l'hexagone étroit dont elle fait son emblème.

— **ET L'ALLIANCE DU PARTI COMMUNISTE ET DE LA FEDERATION DE LA GAUCHE**

— déjà contestée par les alliés d'un jour,

— en désaccord profond sur les institutions elles-mêmes, sur les réformes de l'économie, sur la politique étrangère, sur la liberté et les droits de l'homme

— qui, portée au pouvoir, éclaterait au premier acte de gouvernement

VOTER, MEME AU PREMIER TOUR, POUR LA FEDERATION DE LA GAUCHE, C'EST ACCEPTER CETTE ALLIANCE IMPOSSIBLE.

La majorité de demain sera formée par l'union, déjà réalisée dans le pays, de tous les républicains qui

— rejettent ces deux alliances éphémères

— qui refusent à la fois l'immobilisme de cette prétendue majorité sortante, perdue, partagée entre l'espoir avide de l'héritage et l'angoisse de la succession et cette coalition d'un jour.

Elle réunira les hommes, du centre à la gauche non communiste, dégagés de l'emprise des partis usés, dont les états-majors, encore tournés vers les doctrines dépassées du siècle dernier, n'ont pas su ou n'ont pas voulu s'adapter aux exigences du monde moderne et don les rivalités et les ambitions ont conduit le pays aux choix dramatiques du passé.

POUR

CONSTRUIRE L'AVENIR DANS LA DIMENSION NOUVELLE DE L'EUROPE UNIE,

— dans une démocratie ouverte au dialogue, assurant par la Constitution, la stabilité des institutions, qui n'est pas le privilège de la majorité d'hier, l'équilibre réel des pouvoirs, le respect de toutes les libertés

— dans une économie en expansion, garantissant le plein emploi et des salaires décents, dans la connaissance de ses besoins

— dans la recherche inlassable de la paix et la renonciation aux dépenses de fausse grandeur, improductives et dangereuses

ALORS QUE LES SOLUTIONS EXISTENT,

(notamment, par une expansion régionale vivante, par l'aide réelle aux investissements, par la modernisation du crédit, par les réformes de structure, sociales et économiques, par les choix budgétaires, par l'organisation des marchés, le financement prioritaire des équipements collectifs, le développement de l'effort de recherche...).

POUR

— mettre fin aux incertitudes des jeunes et à l'insécurité scandaleuse des personnes âgées

— assurer l'augmentation du niveau de vie, autrement que par les mirages de l'amendement VALLON mais par l'accroissement réel du pouvoir d'achat

— lutter contre les inégalités sociales inadmissibles

— résoudre les crises intolérables de l'éducation nationale, du logement, de la santé publique

— mettre en œuvre une politique agricole promise par les textes non appliqués, basée sur la parité des prix, des échanges internationaux équilibrés, une organisation des marchés, et non sur l'augmentation du prix de revient, les importations de circonstances, les blocages, le défaut d'harmonisation des charges sociales et financières dans le Marché Commun

Les solutions réalistes ne passent plus par les tactiques électorales

Pour une représentation et une défense efficaces des intérêts de notre circonscription,

VOTEZ EN MASSE POUR

Maurice CHARRETIER
Maire de CARPENTRAS

Remplaçant éventuel
André GAUDIBERT
Adjoint au Maire de PERTUIS

Imprimerie Batailler - Carpentras